

Affaires Politiques

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Bulletin concernant les principaux événements  
survenus entre le 1er et le 15 juillet 1947.

La Conférence de Paris.

On se souvient que c'est le 18 juin que MM. Bevin et Bidault, réunis à Paris sur l'initiative du Chef du Foreign Office, décidèrent d'un commun accord de convier M. Molotov à participer à une conférence à trois pour examiner les propositions émises par M. Marshall à Harvard, le 5 juin.

M. Molotov ayant accepté, les trois Ministres des Affaires Etrangères se réunirent à Paris le 27 juin. Les espoirs suscités par cette acceptation devaient être brefs. Malgré le secret qui plana sur les délibérations, diverses informations ne tardèrent pas à transpirer, dans la presse française d'abord, puis dans la presse soviétique. De sorte que, deux jours après le début de la conférence, on n'ignorait plus que la thèse de MM. Bevin et Bidault s'opposait résolument à celle du ministre soviétique. Les premiers, considérant l'Europe comme un tout (dont seule l'Espagne restait provisoirement exclue), préconisaient la constitution immédiate de comités chargés de dresser le bilan des besoins et des ressources du Continent, le solde passif de ce bilan devant être compensé par l'aide américaine. De son côté, M. Molotov estimait impossible d'établir un tel plan, la principale difficulté à son élaboration résidant, selon lui, dans le fait que les pays de l'Ouest européen n'avaient eux-mêmes aucun plan de reconstruction. Ce projet eût en outre eu pour conséquence, de l'avis de M. Molotov, une intolérable ingérence des grandes puissances dans les affaires intérieures des petits pays. Le délégué soviétique proposa donc qu'on ne s'occupât que des besoins des pays et non pas de la façon dont ils pourraient s'aider les uns les autres, cette question pouvant être résolue par le jeu normal des relations commerciales. Chaque nation devrait établir elle-même le bilan de ses propres besoins. Malgré une tentative de conciliation de M. Bidault, le 2 juillet, la conférence prit fin sur un échec total et M. Molotov rentra à Moscou après un échange de propos très vifs avec ses deux collègues.

Comme ils l'avaient envisagé dès le début, MM. Bevin et Bidault décidaient tout aussitôt de continuer à deux ce qui n'avait pu réussir avec l'URSS. M. Bevin déclarait qu'il prouverait par des exemples à l'URSS que la tentative de reconstruction euro-



- 2 -

péenne n'était pas nécessairement vouée à l'insuccès. Le 3 juillet déjà, la France et la Grande-Bretagne invitaient tous les pays européens (sauf l'Espagne) à prendre part à une conférence à Paris, le 12 juillet.

A cette date se sont réunis à Paris les délégués de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Suisse, du Portugal, de l'Irlande, de l'Islande, de la Grèce, de la Turquie et de l'Autriche, soit de seize nations.

On constate donc que tous les pays de l'Est européen ont décliné l'invitation de MM. Bevin et Bidault, c'est-à-dire: Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Albanie et Finlande.

Un Comité de travail, constitué au cours de la première séance de la Conférence, se réunit immédiatement sous la présidence de M. Hervé Alphand. Il se compose d'un membre de chacune des délégations. Il en sera de même du Comité de coopération, chargé d'établir un rapport sur les ressources et les besoins de l'Europe. Ce Comité aura à sa disposition un comité exécutif restreint.

La Conférence de Paris étant l'événement du jour, un bref commentaire s'impose. En formulant sa proposition, le Général Marshall a insisté sur le fait qu'elle était dénuée de tout caractère politique, qu'elle s'adressait à tous les Etats européens sans distinction et que son seul but était d'assurer le relèvement de l'Europe. Pour estimer plus justement le caractère et les conséquences de cette action, il importe de la situer en se rappelant qu'elle succède à d'autres initiatives américaines, formulées depuis l'offre du Président Truman à la Turquie et à la Grèce le 12 mars. On se rappellera que, depuis cette époque, le Président avait, à plusieurs reprises, proposé au Congrès l'octroi de crédits considérables pour aider les Etats européens. Mais - et ceci est le point important - ces initiatives étaient toutes nées dans l'ambiance qu'avait créée l'offre primitive à la Grèce et à la Turquie, c'est-à-dire dans une ambiance nettement politique. Aux yeux du monde, il s'agissait, pour l'Amérique, de parer à l'emprise soviétique en Europe en distribuant des dollars pour raffermir économiquement et politiquement les pays les plus directement menacés, seule une Europe redevenue plus ou moins indépendante pouvant se stabiliser peu à peu. D'autre part, le marché américain pouvait s'assurer ainsi les débouchés absolument nécessaires pour sa production.

Or, les diverses initiatives du Président Truman, prises souvent sous l'impulsion du moment, avaient provoqué tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger des réactions diverses, dont beaucoup, très critiques. Qu'on se rappelle à ce sujet la campagne de M. Wallace, les objections du sénateur Vandenberg et les nombreux commentaires de journalistes très en vue et de tant d'autres hommes politiques dans les milieux dirigeants. Ces réactions

créèrent peu à peu à l'égard de la politique intérieure et extérieure du Président Truman des courants contraires. En fin de compte, elles provoquèrent une révision de la doctrine dite Truman, et aboutirent à la proposition telle qu'elle fut formulée par le Général Marshall, le 5 juin.

La question se pose maintenant de savoir si ces deux doctrines sont complémentaires ou contraires, autrement dit, si elles poursuivent le même but ou non. Quelles seront, en réalité, les conséquences immédiates et lointaines de la suggestion de M. Marshall ? L'on a remarqué qu'elle n'avait pas, au début, suscité un intérêt spontané et immédiat. En fait, ce n'est que lorsqu'elle fut reprise par M. Bevin, qui lui donna une impulsion nouvelle, que la proposition recueillit effectivement l'intérêt de la France, et ensuite des autres pays. Sans la persévérance du Chef du Foreign Office, agissant avant tout dans l'intérêt de l'Angleterre, la proposition américaine n'aurait pas eu l'écho qu'elle a eu. Il n'est même pas certain que la France ait réagi comme elle l'a fait par la suite. Cette proposition a donc raffermi le bloc occidental en y incorporant la France, dont l'attitude avait longtemps été hésitante. De son côté, l'Angleterre s'y accroche en tentant de provoquer l'adhésion des autres pays de l'Europe occidentale.

En Russie soviétique, la proposition de M. Marshall a provoqué de prime abord, et comme de coutume, de la méfiance. Pris de court, le Kremlin ne put se dérober immédiatement. Mais s'il ne s'est pas refusé à se faire représenter à Paris le 12 juillet, il le fit dans l'intention de ne pas se joindre à l'action commune. A vues humaines, cette attitude s'explique par deux causes. La première est que les principes régissant la vie publique et toute la structure économique des Soviets rendent impossible une collaboration effective. La seconde, que Moscou ne peut pas désirer une telle collaboration, car il se verrait ainsi contraint de renoncer à la lutte pour l'idéologie communiste. L'objection de la souveraineté nationale pour justifier son abstention et celle de ses amis n'est donc qu'un prétexte, car l'on ne voit guère pourquoi la Russie, si elle désirait réellement un redressement du continent, n'aurait pas pu accepter avec certaines réserves, comme l'ont fait, par exemple, la Suisse et la Suède. La réalité doit donc être recherchée ailleurs. En ce qui concerne les pays satellites, leur situation économique difficile et l'absence de crédits les auraient sans doute incités à ne pas refuser d'emblée d'examiner l'offre américaine, pour eux d'autant plus alléchante qu'ils sont entièrement tributaires de leur puissant voisin de l'Est, qui draine sans compensations réelles la plus grande partie de leurs produits. Que certains de ces pays aient eu de fortes velléités de participer à l'action européenne a été démontré par l'attitude de la Pologne et surtout de la Tchécoslovaquie qui, toutes deux, avaient envisagé d'accepter cette offre, ce dernier pays l'ayant formellement acceptée et s'étant retiré sur des injonctions péremptoires de Moscou. Examinée sous l'angle des rapports des Etats de l'Est avec la Russie, l'i-

- 4 -

initiative américaine se révèle donc comme une habile manoeuvre, car elle démontre l'état de dépendance de ces Etats vis-à-vis de Moscou et peut faire naître chez eux un ressentiment envers leur protecteur.

Il restera à voir, si l'organisation de l'Ouest européen s'achève, quelles seront les répercussions de la non-coopération de tous ces Etats, dont l'importante production en céréales eût été un précieux appoint dans les échanges du Continent. Il n'est pas douteux que cette absence se révèle comme très regrettable, car elle consacre la non universalité européenne et creuse un fossé plus profond entre l'Est et l'Ouest et, sans aucun doute, un antagonisme plus accentué entre les deux grandes puissances.

La Grande-Bretagne et la France ont, malgré l'attitude négative de Moscou, poursuivi la réalisation du projet de M. Marshall, en invitant tous les Etats intéressés à prendre part à une conférence préparatoire à Paris, le 12 juillet. Elles s'y sont mises avec énergie. Ce qui peut surprendre, mais ce qui est significatif aussi, c'est que la France, malgré les puissantes influences communistes, se soit ralliée à cette offre et que la capitale française ait été choisie pour la conférence. L'avenir révélera si le Gouvernement pourra poursuivre cette tâche ou si des obstacles intérieurs s'y opposeront. Trop d'inquiétantes inconnues subsistent pour pouvoir faire à ce sujet des pronostics. Ce qui est certain c'est que sans la participation de la France et un raffermissement intérieur, l'on ne voit guère comment se réaliserait une organisation économique générale des pays de l'Ouest européen.

Ces quelques propos tendent à démontrer le caractère nettement politique de l'attitude américaine qui, sous une forme nouvelle, poursuit des buts constants: arrêter l'emprise communiste en Europe, s'opposer par tous les moyens à une aggravation de la situation économique, de la misère, du chaos, qui sévissent presque partout et où la Russie trouve son profit.

L'acceptation de la Suisse à participer en principe à cette action ne pouvait être éludée. Pays européen par excellence, épargnée par la guerre, la Suisse se devait de coopérer au relèvement de ses voisins immédiats, à condition toutefois que les décisions du Conseil de coordination, créé à Paris, ne soient pas en contradiction avec les principes constants de sa neutralité. Elle a fait des réserves et ne participera à cette action que si les principes essentiels de sa politique sont respectés.

Il conviendra de voir si, dans la pratique, elle pourra accepter sans faillir à ses obligations les tâches assignées aux Etats membres de la nouvelle organisation. Son économie non touchée par la guerre, sa position géographique, son système bancaire, seraient autant d'appoints en faveur d'une participation suisse efficace au système que l'on envisage. L'acceptation suisse revêt donc un caractère particulièrement important aussi bien du point de vue européen que du point de vue national. Mais

il ne faut pas se dissimuler que cette importance est plus grande pour les autres pays que pour la Suisse et qu'il appartiendra à celle-ci d'adapter sa collaboration aux besoins des autres Etats dans la limite de son indépendance et des principes de sa neutralité active.

### F r a n c e .

Avec une obstination digne d'éloges, M. Ramadier continue à faire face à la pression constante dont il est l'objet, pression qui se manifeste non seulement dans la rue, par la grève ou la menace de grève, mais aussi à l'Assemblée Nationale et au sein du Cabinet lui-même, partagé entre partisans et adversaires du dirigisme. Les premiers semblent devoir l'emporter. En effet, au cours de la session du Conseil National du parti socialiste, tenue au début de ce mois, M. Ramadier a déclaré qu'il se résignait au dirigisme dont la nécessité lui paraît inéluctable à l'heure présente. Après son exposé sur la situation économique, le 2 juillet, le Président du Conseil a posé la question de confiance, qui lui a été accordée le surlendemain par 331 voix contre 247, tous les députés du parti communiste ayant voté contre, ainsi qu'une partie des membres du P.R.L. (Parti Républicain de la Liberté) et du Rassemblement des gauches. M. Ramadier, le 7 juillet, a fait encore sanctionner sa politique par son propre parti au Conseil National de la S.F.I.O. Ce n'est que par 2576 mandats contre 2058 (et 127 abstentions) que le Conseil National lui a donné satisfaction. La décision du Président du Conseil de ne pas reviser maintenant déjà l'ensemble du problème des prix et des salaires est à l'origine de l'offensive de la toute puissante C.G.T. qui, au système actuel des solutions particulières, préconise la substitution d'une révision générale des salaires. Cette question devrait se régler dans le courant du mois de juillet. Le minimum vital serait porté à fr.8000.--. Le plan de la C.G.T. prévoit également la création de coopératives de consommation subventionnées par l'Etat. L'équilibre du budget serait atteint grâce à une réforme fiscale, dont le plan est d'ores et déjà conçu, et par une réduction massive des crédits militaires. Ainsi, malgré le vote de confiance du 2 juillet, la situation de M. Ramadier se révèle de plus en plus précaire, et il ne fait pas de doute qu'il ne pourra se maintenir au pouvoir qu'en entrant délibérément dans la voie des concessions massives qui, par voie de conséquences, le conduiront à une révision complète de sa politique économique et financière.

La menace de grève des fonctionnaires, qui pèse sur lui depuis quelques jours, a pu jusqu'ici être évitée de justesse. Il semble qu'on pourra s'entendre sur la base de propositions transactionnelles présentées par le groupe parlementaire socialiste, qui prévoient une augmentation du salaire mensuel de base de fr.1000.--, à laquelle s'ajouterait une prime mensuelle de fr.500.--

- 6 -

pendant une année. Là encore, il s'agit d'une solution provisoire, qui ne présage en rien une modification dans l'attitude de la C.G.T. à l'égard du problème général des salaires.

Il est intéressant de souligner ici que M. Guy Mollet, secrétaire général, a déclaré au Conseil National du parti que les fautes commises par le Parti communiste dans le domaine intérieur et par l'URSS dans le domaine international excluent la possibilité d'un retour au pouvoir dudit parti. Cette indication n'est pas dénuée d'intérêt, M. Mollet faisant partie de l'aile gauche du parti socialiste.

Le 2 juillet, au Vélodrome d'hiver, le R.P.F. a tenu une réunion à laquelle près de 30'000 personnes ont pris part. Les inscriptions dépasseraient maintenant largement le million. Lorsqu'un cadre et un programme lui auront été donnés, le R.P.F. pourra représenter sur le plan politique une force avec laquelle il faudra compter.

Le Gouvernement français s'est occupé également de l'avenir de l'Union française. Après l'Algérie, c'est le Maroc qui fut à l'ordre du jour. Le Ministre des Affaires Etrangères a publié, le 6 juillet, quelques informations sur le plan de réorganisation de ce territoire. La réforme consiste à associer le plus étroitement possible de hauts fonctionnaires marocains à la gestion administrative du Maroc. Elle prévoit la création d'un Conseil des Ministres comprenant les anciens vizirs marocains et les cinq délégués marocains adjoints aux Chefs français des Départements de l'Agriculture et du Commerce, des Travaux publics, de la Production industrielle et P.T.T., de la Santé publique et des Affaires sociales. A ce Conseil s'adjoindront dix fonctionnaires français, la présidence étant assurée par le Grand Vizir.

On n'attachera pas plus d'importance qu'il ne faut au complot dit "du plan bleu". Sa "découverte" n'a eu pour but que de détourner l'attention du peuple français des graves problèmes auxquels le Gouvernement a à faire face. La destitution du Général de Larminat fait partie de la même tactique. Le moment choisi pour cette destitution est significatif.

### I t a l i e .

Grâce à l'exclusion du parti communiste du Gouvernement, l'Italie a obtenu des Etats-Unis les secours qu'elle avait sollicités de longue date déjà. Le 4 juillet, a été signé à Rome l'accord italo-américain prévoyant l'ouverture d'un crédit de 350 millions de dollars. Ce crédit remplacera les secours que fournissait jusqu'ici l'UNRRA. L'accord prévoit que l'utilisation de cette somme sera contrôlée par les Etats-Unis. D'autre part, Washington a annoncé, le 11 juillet, que l'Italie pourra commencer prochainement à prélever des fonds sur le crédit de 100 millions de dollars consenti par la Banque des exportations et im-

- 7 -

portations.

La résistance opiniâtre et couronnée de succès du Gouvernement de M. de Gasperi aux attaques du parti communiste a incité le Conseil Central de ce parti à recommander à son Comité directeur de prendre contact avec les socialistes majoritaires et les autres partis démocratiques pour engager une action commune contre le Cabinet. De son côté, M. Nenni préconise la constitution d'un "bloc du peuple" et la constitution d'un Gouvernement de gauche. Au cas où le Cabinet actuel ne pourrait pas résister à ces pressions, si, à l'occasion d'une crise ministérielle, les partis de gauche rentrent au Gouvernement, on peut se demander quelle sera l'attitude du Gouvernement américain à l'égard des accords mentionnés plus haut. La question ne semble du reste pas imminente, le Cabinet de Gasperi ayant, selon toute apparence, franchi la phase la plus dangereuse de son existence. Il est important, d'ailleurs, de constater que le leader communiste Togliatti lui-même a expressément approuvé l'attitude de l'Italie à l'égard du plan Marshall.

### H o n g r i e .

Les nouvelles élections réclamées avec insistance par les communistes hongrois auront très probablement lieu en septembre prochain. On se rappelle que, le mois dernier, les Ministres de l'Intérieur et de la Justice avaient élaboré les grandes lignes d'une nouvelle loi électorale. Selon Radio-Moscou, M. Radeszi, leader du parti communiste et vice-premier ministre, a déclaré en commentant cette loi que ni les fascistes, ni les réactionnaires n'auront le droit de vote. Les craintes que l'on manifestait dans le précédent bulletin au sujet du résultat de nouvelles élections trouvent ainsi leur confirmation. Le parti communiste, appuyé par Moscou, ne laissera certainement pas passer cette occasion de s'imposer définitivement. Il n'est en outre nullement invraisemblable que l'Union soviétique ne ratifiera pas le traité avec la Hongrie avant "l'alignement" définitif qu'elle espère voir sortir des votations projetées.

En remplacement de M. Bela Varga, l'Assemblée Nationale hongroise a élu à sa présidence M. Argad Szabo, du parti des petits propriétaires. La même Assemblée a adopté à une très forte majorité, le 1er juillet, le plan triennal proposé par le Gouvernement. Cette décision a provoqué une vive réaction de la part des partis de l'opposition, qui quittèrent la salle du Parlement.

Cette Assemblée a adopté également le 2 juillet un projet de loi portant ratification du traité de paix.

L'adoption du plan triennal, qui n'envisage aucune aide de l'étranger - ce qui a provoqué de vives critiques de la part de M. Sulyok, député de l'opposition - laissait déjà présager la

- 8 -

réponse négative de la Hongrie à l'invitation de MM. Bevin et Bidault.

### G r è c e .

Le 20 juin a été signé à Athènes, par le Ministre grec des Affaires Etrangères d'une part et l'Ambassadeur des Etats-Unis d'autre part, l'accord sur l'aide américaine. Ce document fixe en douze points les conditions auxquelles le Gouvernement grec bénéficiera de l'appui financier des Etats-Unis. Une des clauses intéressantes de cet arrangement est celle qui autorise la mission américaine à surveiller librement l'utilisation des secours. En outre, l'aliénation du droit de propriété sur les marchandises ou les informations est soumise à l'autorisation du Président des Etats-Unis, et la fin de l'aide américaine est subordonnée à la demande d'un gouvernement représentant la majorité du peuple grec, à une décision de l'ONU, ou à une inobservation par le Gouvernement grec des mesures appropriées à l'exécution de l'accord. De nombreuses missions américaines sont déjà arrivées en Grèce (selon des nouvelles de source britannique, leur chiffre total s'élèvera à 150'000 hommes environ), de sorte que le Gouvernement de Londres a pris, le 9 juillet, la décision de réduire de 25 % d'ici septembre prochain l'effectif de la mission militaire britannique. Ainsi, la relève américaine en Grèce passe dans le domaine des faits.

Le 11 juillet, au cours d'une conférence de presse, M. Griswold, Chef de la mission américaine chargée de surveiller l'emploi des 350 millions de dollars d'aide américaine, a déclaré que la moitié de ce fonds sera utilisée pour équiper l'armée et la flotte. Des équipements militaires d'une valeur de 35 millions de dollars sont déjà en train d'être embarqués pour la Grèce. M. Griswold a précisé qu'une partie de l'équipement sera acquise en Grande-Bretagne, l'armée grecque actuelle étant principalement équipée de matériel anglais. En outre, 48 millions de dollars seront utilisés pour la reconstruction industrielle, 500'000 pour la reconstruction de ponts sur le canal de Corinthe, 20 millions environ seront consacrés à l'agriculture et 75 millions à la préparation de biens de consommation.

L'action gouvernementale contre les partisans se poursuit avec des bonheurs divers.

Les incidents se multiplient aux frontières, du côté de la Yougoslavie surtout. L'appui que ce pays a trouvé auprès des délégués russes au Conseil de Sécurité, et au sein de la Commission d'enquête pour les Balkans, ne saurait manquer de l'encourager dans son attitude.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, le Gouvernement d'Athènes a déclenché dans la capitale et dans un certain nombre de centres

- 9 -

importants une vaste opération de police, qui s'est soldée par plusieurs milliers d'arrestations, dont le parti communiste a fait essentiellement les frais. Le Cabinet de M. Maximos a motivé cette décision par l'existence d'un vaste complot dont le but était de renverser l'actuel Gouvernement; il a déclaré, non sans s'attirer un démenti de la part du Foreign Office, que les Gouvernements de Londres et de Washington avaient été tenus au courant de l'opération, qui semble même avoir atteint plusieurs personnalités de l'opposition modérée et pas seulement des communistes. On peut se demander si cette action ne dépassera pas son but et si elle n'aggravera pas la situation.

---